

Transformer l'échec du 2 décembre 2007 en un puissant levier pour améliorer le processus en cours au Venezuela d'Hugo Chavez

jeudi 13 décembre 2007, par [TOUSSAINT Éric](#) (Date de rédaction antérieure : 11 décembre 2007).

Le Non au référendum constitutionnel promu par Hugo Chavez le 2 décembre 2007 a recueilli 51% des voix contre 49% pour le Oui. Cet échec peut être transformé en une aubaine pour le processus révolutionnaire en cours au Venezuela. En effet, il constitue un puissant stimulant pour corriger les erreurs et les travers du régime chaviste. L'occasion sera-t-elle saisie ?

Sommaire

- [Pourquoi une majorité de \(...\)](#)
- [Quel socialisme ?](#)
- [Conclusions](#)

Quelques heures après la fermeture des derniers bureaux de vote, alors que 92% des suffrages étaient dépouillés, Hugo Chavez a reconnu la défaite sans attendre le dépouillement complet. Il a félicité à la fois les partisans du Non et ses propres partisans. Il s'est réjoui de l'adhésion des partisans du Non à la constitution de 1999 qui avait été adoptée au début du premier mandat de Chavez et que l'opposition avait dénoncée virulemment au moins jusqu'en 2004 lorsqu'elle a eu recours à celle-ci pour tenter de faire révoquer le président. Juste après le discours présidentiel, la majorité des leaders de la campagne du Non ont, par la voix de Manuel Rosales, le perdant de l'élection présidentielle de décembre 2006, salué l'attitude de Hugo Chavez, appelé à la réconciliation, affirmé que Chavez restait bien le président en exercice jusqu'en 2012 et ont proposé que certaines dispositions de la constitution qui a été rejetée fasse l'objet de lois adoptées par l'assemblée avec leur soutien. Par exemple, la création d'un fonds de sécurité sociale pour les travailleurs du secteur informel ainsi que la réduction de la semaine de travail. Ce dernier point est hautement significatif : le leader de la droite propose lui-même de réduire la semaine de travail. Cela indique à quel point le balancier penche toujours bel et bien à gauche. La constitution proposée par Chavez prévoyait de ramener la semaine de travail de 44h à 36h et le gouvernement annonçait qu'il prendrait des mesures pour une embauche compensatoire chiffrée à plus de 100 000 emplois.

Deux poids deux mesures pour la presse nationale et internationale

Tout d'abord, il faut souligner la différence avec les élections présidentielles aux Etats-Unis en 2001 et d'autres scrutins plus récents. Le comptage final avait duré de longues journées et Al Gore, candidat démocrate face à G. W. Bush, avait contesté la victoire du candidat républicain. Celui-ci avait été proclamé vainqueur grâce à son frère gouverneur de la Floride. Rappelons aussi l'élection frauduleuse, au Mexique en juillet 2006, de Felipe Calderon du parti de droite PAN pro-Washington. Le candidat de gauche Andrés Manuel Lopez Obrador n'a jamais accepté le résultat final et, à

chaque apparition publique de Calderon, des opposants manifestent pour dénoncer la fraude. Quel media occidental rend compte de cette situation ? Sans parler de l'élection de Pervez Musharraf, au Pakistan, réalisée sans recours au suffrage universel en octobre 2007 et saluée honteusement par la plupart de médias occidentaux comme la meilleure solution. Ces derniers se sont abstenus de dénoncer cette élection au second degré par des électeurs automatiquement acquis au général Musharraf qui a pris le pouvoir grâce à un coup militaire alors qu'ils n'hésitent pas à dénoncer les supposées dérives dictatoriales de Hugo Chavez, élu l'année passée au suffrage universel avec 3 millions de voix d'avance sur son adversaire Manuel Rosales. Les médias occidentaux n'ont commencé à exprimer des critiques à l'égard de Musharraf qu'après qu'il a décrété l'Etat d'urgence le 3 novembre 2007 et emprisonné 10 000 opposants politiques. Deux poids deux mesures. On ferme les yeux sur les fraudes et les politiques antidémocratiques des alliés de Washington et des capitales européennes tandis qu'on désinforme sur les présidences démocratiques d'Evo Morales, de Rafael Correa et d'Hugo Chavez. Que se serait-il passé si le référendum avait donné une majorité de 51% à la proposition de Chavez et 49% à ses opposants ? On peut être assuré qu'une partie importante des médias aurait parlé de fraude. Washington et d'autres capitales auraient exprimé leur rejet à l'égard du régime en place à Caracas.

Revenons sur ce qui s'est passé le 2 décembre 2007 au Venezuela.

Pourquoi une majorité de 51% a rejeté le contenu de la réforme constitutionnelle proposée par Hugo Chavez ?

Certains chavistes ont déclaré : « *ce n'est pas l'opposition qui a gagné, c'est nous qui avons perdu* ». Ils ont raison : l'opposition de droite a mobilisé à peine plus que ce que son candidat avait obtenu comme suffrages contre Chavez en décembre 2006 (Manuel Rosales avait obtenu près de 4 300 000 voix le 3 décembre 2006 tandis que le vote pour le Non a recueilli un peu plus de 4 500 000 suffrages le 2 décembre 2007, soit à peine 200 000 de plus). Pourtant la campagne pour le Non était soutenue très activement par la majorité des médias audio-visuels et imprimés, par la chambre patronale Fedecamaras [1] et par la hiérarchie catholique. Et surtout, fait nouveau, la campagne du Non avait reçu un puissant renfort militant très médiatisé : un mouvement étudiant qui s'était opposé en avril 2007 à la suspension du canal hertzien de la chaîne de télévision réactionnaire RCTV et ensuite à la modification de l'article de la constitution concernant l'université [2]. Ce mouvement, surtout présent dans les universités privées mais également dans certaines institutions publiques importantes [3], a multiplié les activités de rue pour appeler les électeurs à se rendre aux urnes pour voter en faveur du Non. Il faut aussi ajouter au camp du Non : Podemos - un parti social démocrate qui soutient habituellement le gouvernement [4], ainsi que le général à la retraite Raúl Baduel [5], l'ex- ministre de la défense allié de Chavez jusqu'à l'été 2007. Podemos est au pouvoir dans quatre Etats (sur les 23 que compte le Venezuela) et pourtant le Oui y a été majoritaire ! C'est le cas notamment de l'Etat industriel d'Aragua (53% pour le Oui contre 47% en faveur du Non) où est également basé Raúl Baduel. Mais, attention, il ne faut pas sous-estimer le déplacement des voix de ceux qui avaient voté pour Hugo Chavez en décembre 2006. Selon Edgard Hernandez, un analyste qui soutient Chavez, le nombre de personnes qui ont élu Chavez comme président il y a un an et qui ont voté Non au referendum serait réellement élevé [6], notamment dans l'Etat industriel d'Aragua où Chavez avait fait un très gros score.

“Les Etats industriels avec la majeure concentration d'ouvriers : Aragua, Sucre, Carabobo et Lara, sont ceux qui tout comme la capitale ont enregistré le plus grand exode d'électeurs qui antérieurement ont voté pour Chavez et qui maintenant ont voté Non (...). L'exode dans ces Etats a été déterminant dans l'apport de voix supplémentaires qu'a remporté le Non au niveau national (plus de 200 000 voix au total). On peut conclure avec cette observation que la réforme n'a pas été

approuvée pour cette raison[. » [7]

On constate en analysant les tableaux que Edgard Hernandez reproduit dans son étude que dans certains quartiers les plus populaires de Caracas (Petare, Caricuao, Libertador et Sucre) où les gens avaient massivement voté pour Chavez (65%), cette fois-ci le Non a eu le dessus. Edgard Hernandez poursuit : *« Cela révèle un mécontentement à l'égard de la réforme jusque dans les zones les plus populaires de Caracas. »*

Un autre élément significatif du scrutin du 2 décembre concerne Zulia, l'Etat le plus peuplé, très riche en pétrole, qui était jusqu'ici un bastion de la droite. Son gouverneur, Manuel Rosales, était le principal challenger de Chavez en 2006. La majorité des votants se sont, sans surprise, prononcés pour le Non mais il faut souligner que le Non a obtenu 58 202 de voix de moins que le score obtenu par Manuel Rosales en 2006, soit une baisse de 8,5%.

Conclusion : la campagne du Non, malgré d'importants renforts, n'a pas réussi à mobiliser beaucoup de nouveaux soutiens dans le camp de la droite, elle en a même perdu dans certains de ses bastions. L'échec du Oui est à mettre au compte de la perte de soutien de Chavez dans son propre camp, comme il l'a reconnu la nuit du 2 au 3 décembre 2007. Environ 7 300 000 de personnes avaient voté pour Chavez en décembre 2006, ce qui lui avait donné un avantage de 3 millions de voix sur son adversaire principal Manuel Rosales. Le total des votes en faveur du Oui au référendum représente un peu plus de 4 300 000 voix [8], soit 3 millions de moins qu'un an auparavant.

Pourquoi Chavez a-t-il perdu 3 millions de voix ? C'est cela qu'il faut comprendre. Un nombre, certes limité, de ces 3 millions s'est porté sur le Non, c'est clair. Peut-être 100 000 ou 200 000, voire 300 000 voix, c'est difficile à déterminer. Ceci dit, il ne s'agirait même que de 150 000 voix, elles ont été décisives. Si 150 000 voix de gauche qui se sont portées sur le Non s'étaient portées sur le Oui, toutes autres choses restant égales, la réforme aurait été approuvée par une majorité simple. Comme l'a exprimé Chavez juste après le scrutin, il valait mieux que le Non soit majoritaire d'un cheveu que le Oui. Car si le Oui avait eu une majorité de 10 000 ou 20 000 voix, ou même 100 000 voix, une grande partie de l'opposition aurait dénoncé une prétendue fraude et aurait lancé des mobilisations de rue qui auraient été soutenues entre autre par les gouvernements à Washington, Madrid, Berlin, Londres, Mexico, Bogota, Lima, etc.

Par ailleurs, sur le fond, il faut bien sûr tenir compte de ce déplacement de votes de chavistes ou de citoyens de gauche qui ont voté pour le Non [9]. Une partie des citoyens qui se sont exprimés contre la réforme constitutionnelle sont pour des changements en faveur de la justice sociale et de la démocratie tout comme ceux qui ont voté pour le Oui. Alors posons la question autrement : pourquoi l'abstention a-t-elle été aussi forte dans le camp chaviste ? Pour répondre à cette question, il faut analyser brièvement le contenu des changements constitutionnels proposés.

La lassitude n'explique pas l'échec

On aurait tort de mettre le haut niveau d'abstention principalement à charge de la lassitude même si celle-ci existe. En dix ans, les citoyens ont été appelés à plus de 10 suffrages nationaux que Chavez ou ses partisans ont à chaque fois remporté dans des conditions démocratiques. Néanmoins, les responsables [10] de la campagne du Oui savaient très bien qu'il y avait un fort danger d'abstention élevée dans l'électorat chaviste. Le triomphalisme de la campagne pour le Oui menée par le vice-président, plusieurs ministres et des responsables de l'assemblée nationale n'a pas convaincu les hésitants. De plus, le contenu du discours de Chavez au dernier meeting de campagne le 30 novembre 2007 n'a certainement pas non plus aidé les indécis à se mobiliser pour le Oui. Il a annoncé que les Etats-Unis s'apprêtaient à ne pas reconnaître la victoire du Oui afin de déstabiliser

le Venezuela. Il a accusé une partie de l'opposition de faire le jeu de Washington. Il a donné l'ordre à l'armée d'occuper les champs pétroliers avec les ouvriers et a demandé à son ministre du pétrole de prévoir l'arrêt des fournitures de pétrole à partir du lundi 3 décembre si les Etats-Unis mettaient leur plan à exécution. Cette dramatisation est à double tranchant. Elle a pu mobiliser une partie des électeurs hésitants mais elle a pu également amener ceux qui veulent éviter le retour des pires tensions des années 2002 - 2003 à se dire qu'il valait mieux ne pas provoquer les Etats-Unis en déclarant le Venezuela socialiste. Du coup, plutôt rester chez soi.

Quel socialisme ?

En substance, Hugo Chavez a déclaré de manière autocritique qu'il avait surestimé la volonté des gens d'aller vers le socialisme. Comme le faisait remarquer l'ex-vice président José Vicente Rangel, chaviste convaincu, dans une interview au quotidien La Jornada en réplique à Chavez : quatre millions de personnes qui se prononcent en faveur du socialisme est pourtant un chiffre énorme.

Il faut certainement tirer une autre conclusion qui part de la constatation suivante : le socialisme n'a pas été clairement défini au cours de la campagne. Or les expériences caricaturales du socialisme du XX^e siècle laissent, c'est le moins que l'on puisse dire, un goût amer. Dans la tête de beaucoup de gens, le socialisme n'est pas synonyme de bonheur et de liberté. Pour opter pour le socialisme, il faut avoir de solides arguments. Par ailleurs, le socialisme ne se décrète pas par une constitution. Il est une construction concrète. Si on ne précise pas en positif ce que signifierait la réalisation du socialisme et les pas à accomplir pour l'atteindre, la chose reste tout à fait abstraite. Pire le socialisme peut évoquer le danger de dérive autoritaire. Le général en retraite Raul Baduel avait beau jeu de dire qu'il faut rejeter le projet de nouvelle constitution notamment parce que celle-ci ne définissait pas le socialisme. Il déclarait : *« le mot socialisme n'a pas une signification uniforme et peut inclure des régimes comme celui de Pol Pot au Cambodge ainsi que l'Union Soviétique Staliniste, jusqu'au Socialisme Nordique ou le Socialisme Démocratique Européen. Vers quel socialisme veut-on nous amener ? Pourquoi ne dit-on pas clairement vers où on veut conduire la Nation ? Nous devons, en tant que peuple, exiger qu'on nous dise clairement quelle est la destination de notre futur et qu'on ne nous mente pas avec un soi disant socialisme à la vénézuélienne »*. [11]

D'autres facteurs qui ont joué en faveur du haut niveau d'abstention

Les changements constitutionnels étaient présentés par Hugo Chavez en tant que président. A la différence de 1999, le contenu n'a pas été élaboré par une assemblée constituante. Hugo Chavez a élaboré [12] avec un comité très restreint la proposition qui, ensuite, a été complétée par l'assemblée nationale quasi entièrement acquise à Chavez [13]. C'est une première faiblesse fort importante. Il aurait fallu un large processus de débat et d'élaboration de propositions pour aboutir à un nombre limité d'amendements constitutionnels afin de clarifier au maximum les choix à faire. Hugo Chavez a voulu brûler les étapes. Cela lui a souvent réussi. Il était convaincu que dans la foulée de la victoire écrasante remportée en décembre 2006, il pourrait emporter un Oui massif pour ses propositions, vu qu'il en avait annoncé la couleur pendant la campagne électorale. En effet, il avait annoncé qu'il fallait changer la constitution et notamment y introduire le socialisme. Du coup, à tort, il n'a pas cherché à construire un consensus au sein de la mouvance chaviste sur les changements à apporter à la constitution. Cela aurait impliqué d'être prêt à renoncer à certaines de ses propositions et à certains des pouvoirs supplémentaires qu'il demandait. Au contraire, il a foncé droit devant en pensant être suivi. Lors du meeting final du 30 novembre, il a affirmé : *« Voteront Oui ceux qui sont avec Chavez, ceux qui voteront Non sont contre Chavez »*. Une partie majoritaire de la population considère sans aucun doute qu'il est la personne la mieux placée pour être le président, mais cela n'entraîne pas automatiquement une adhésion à tous les projets qu'il met en

avant. Or la constitution n'est pas une mince affaire.

La force de la propagande de la droite n'est pas à sous-estimer comme facteur ayant renforcé l'abstention, mais cela n'est pas nouveau. Les médias qui appuient la droite ont utilisé systématiquement le mensonge dans les campagnes précédentes, cela n'avait pas empêché la victoire des propositions ou de la candidature de Chavez.

Dans les facteurs qui ont favorisé l'échec, il faut certainement prendre en compte le manque de volonté d'une série non négligeable de mandataires chavistes, notamment au niveau des Etats et des villes. En effet, l'extension des pouvoirs présidentiels en terme de restructurations d'entités politico-territoriales était ressentie comme un danger par certains mandataires très attachés à un ensemble de relations de pouvoirs, voire de clientélisme dans leur région.

Enfin, n'y a-t-il pas aussi un mécontentement dans la population qui a soutenu Chavez jusqu'ici face à la distance entre le discours et la réalité ? En effet, les problèmes ne manquent pas. Comment se fait-il qu'avec d'énormes revenus pétroliers, on n'arrive pas à garantir un approvisionnement régulier pour certains produits de base comme le lait et le sucre ? Pourquoi la situation du logement ne s'améliore-t-elle pas plus vite ? Pourquoi certains responsables chavistes locaux ont-ils l'air plus préoccupés par leur avenir personnel que par l'intérêt collectif ? Manifestement, ceux qui, en fonction de ces frustrations parfaitement justifiées, ont décidé de ne pas aller voter ont considéré que la nouvelle constitution, si elle était approuvée, n'apporterait pas nécessairement une réponse à leurs problèmes individuels et collectifs. Pour répondre à leurs doutes ou à leur mécontentement, il ne suffira pas de leur dire qu'ils auraient dû voter afin d'avoir plus de pouvoir grâce à la reconnaissance du pouvoir populaire dans la constitution. Ils ont peut-être suivi un autre raisonnement : en montrant qu'ils ne sont pas prêts à suivre les dirigeants chavistes qui les appelaient à voter pour le Oui pour se faire bien voir par les échelons supérieurs, ils tirent la sonnette d'alarme. Ils lancent certainement un avertissement à Hugo Chavez lui-même.

Que s'est-il passé avec le Parti Socialiste Uni du Venezuela [14] créé en 2007 ?

Hugo Chavez a voulu convaincre tous les partis qui le soutiennent de s'unifier en une seule formation politique, le Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV). La majorité des membres du Parti Communiste du Venezuela (PCV), de Patrie pour tous (PPT) et de Podemos n'a pas accepté. Cela n'a pas empêché les deux premiers d'appuyer fermement la campagne pour le Oui. Par contre, PODEMOS s'est engagé activement dans la campagne pour le Non. Des militants d'autres partis ont rejoint le PSUV. Officiellement, 6 millions de Vénézuéliens ont adhéré au PSUV. Or le Oui a remporté seulement un peu plus de quatre millions de voix dont certaines ne proviennent manifestement pas de militants du PSUV puisque le PCV et le PPT notamment appelaient à voter pour le Oui. Pourquoi 2 millions ou plus d'adhérents du PSUV n'ont-ils pas voté pour le Oui ? Cela va demander un examen très critique de la construction du nouveau parti.

Conclusions

Les critiques nécessaires et justifiées ne doivent pas faire oublier que la situation socio-économique de la majorité de la population s'est améliorée grâce aux politiques mises en œuvre depuis 10 ans. L'accès à la culture et à l'éducation a aussi fortement progressé. Les droits politiques et civils sont pleinement respectés : liberté d'expression, de réunion, de protestation, de participation à des élections libres, liberté d'information. Une étude publiée par l'OCDE et relayée par plusieurs journaux, dont le quotidien espagnol El Pais [15] qui est pourtant particulièrement remonté contre Hugo Chavez, fait état de très bons résultats pour le Venezuela. En effet, selon un sondage d'opinion réalisé dans toute l'Amérique latine et repris par l'OCDE, 76% des Vénézuéliens interrogés

répondent que de tous les systèmes politiques, la démocratie est le meilleur. C'est loin devant les citoyens du Chili et de la Colombie dont seulement 56% partagent cette opinion, 55% au Pérou, 54% au Mexique et 46% au Brésil. La moyenne latino-américaine se situe à 58%. A la question, « est-ce que vous avez confiance dans la manière dont le gouvernement dépense vos impôts ? », le Venezuela vient en tête des réponses affirmatives avec 38% des Vénézuéliens exprimant un avis positif contre seulement 21% des Argentins, 20% des Colombiens, 15% des Mexicains, 12% des Brésiliens et 10% des Péruviens.

Un bémol cependant : alors que vu de l'extérieur le Venezuela semble avancer à marche rapide vers une société où le secteur public joue un rôle économique de plus en plus important, la réalité est nettement différente. Le grand capital financier privé (qu'il soit national ou contrôlé par des banques étrangères, principalement espagnoles) a tiré jusqu'ici profit de la politique du gouvernement. Selon une étude récente de Mark Weisbrot et Luis Sandoval, dont le contenu est très favorable au gouvernement de Chavez, le secteur financier privé a connu une croissance de 37,9% en 2004, de 34,6% en 2005 et de 39,2% en 2006 alors que le secteur public (tous secteurs confondus) n'a connu qu'une croissance de 12,5% en 2004, de 4,1% en 2005, de 2,9% en 2006. Le secteur manufacturier privé et public a connu un taux de croissance de 21,4% en 2004, de 9,5% en 2005 et de 10,4% en 2006 [16]. La grande banque privée joue un rôle tout à fait parasitaire et rentier, tirant ses énormes gains des prêts qu'elle consent aux pouvoirs publics et aux particuliers. Bref, elle dévie une partie des revenus de l'Etat et des ménages vers l'accumulation improductive de gains. Elle ne vient pas en aide aux producteurs. Si le Venezuela veut satisfaire les besoins sociaux croissants de la population, il devra mettre un terme au rôle parasitaire de l'opulent système bancaire privé et développer des sources de financement alternatives en faveur de différents secteurs non capitalistes de l'économie : petits producteurs privés, coopératives, secteur public... Il est vrai que si les amendements aux articles 112 et 115 avaient été adoptés, il aurait été plus facile de limiter drastiquement le rôle de la grande banque privée. Néanmoins il est possible d'avancer grâce à l'adoption de dispositions légales allant dans ce sens. Par ailleurs, il faudrait veiller à ne pas continuer à contracter de nouvelles dettes publiques [17] qui risquent de constituer un énorme fardeau pour l'avenir. Le gouvernement vénézuélien est beaucoup trop laxiste à ce propos et la proposition de nouvelle constitution ne prévoyait aucun mécanisme d'audit de la dette. De plus, l'article 236 de la constitution, que ce soit dans l'actuelle constitution ou dans la formule qui était soumise au vote, réservait à tort au chef de l'Etat la négociation des emprunts nationaux alors qu'il vaudrait beaucoup mieux passer par le pouvoir législatif pour fixer la politique de la dette publique.

Depuis fin 2004, Hugo Chavez a le mérite de relancer, en tant que chef d'Etat, le débat sur la nécessité d'une perspective socialiste pour le 21^e siècle. Il est temps de donner un contenu précis à cette perspective afin que de plus en plus de citoyens l'adoptent comme un moyen nécessaire pour arriver à la justice sociale et à la fin de toutes formes d'oppression.

L'échec de la proposition de Chavez au référendum constitutionnel peut être transformé en une occasion de renforcer le processus révolutionnaire en cours au Venezuela. En effet, il constitue un puissant stimulant pour corriger les erreurs et les travers du régime chaviste. L'occasion sera-t-elle saisie ?

ENCADRE

A propos des changements constitutionnels proposés

Impossible d'être exhaustif, voici une sélection.

- La grande nouveauté de fond par rapport à la constitution en vigueur : le caractère socialiste de l'Etat allait être inscrit dans la constitution. Le mot socialiste était absent de la précédente. Aucune définition du terme socialiste n'était présente dans la nouvelle. Vu les affinités de Chavez avec Fidel Castro et le régime cubain, beaucoup assimilent l'objectif socialiste avec le modèle cubain qui suscite des réticences dans la population. La droite a fortement attaqué, de manière caricaturale et mensongère, l'introduction du terme socialiste en affirmant que la propriété privée allait être supprimée (l'Etat allait à coup sûr exproprier la maison, la voiture) ou très limitée. La droite a expliqué que les enfants allaient être retirés aux parents à l'âge de 16 ans pour être confiés à l'Etat socialiste bolivarien. Malgré une amélioration incontestable des conditions de vie et du revenu, la droite a réussi à exploiter les réels problèmes d'approvisionnement pour quelques produits de première nécessité comme le lait et le sucre. Elle a annoncé que si le socialisme était adopté dans la constitution, le phénomène s'aggraverait inmanquablement comme à Cuba.

- Le projet avorté de nouvelle constitution, tout comme l'actuelle, garantissait la propriété privée (voir article 115 ancien et nouveau) mais, de manière tout à fait pertinente, il précisait que celle-ci doit avoir été acquise de manière légitime. Il dit aussi que toute propriété pourra être soumise à l'impôt et devra respecter différentes obligations définies par la loi. A l'article 112 nouvelle version, il était proposé d'éliminer le passage « *L'Etat fera la promotion de la propriété privée* », en la remplaçant par une formule bien meilleure qui disait en substance que l'Etat financerait et développerait différents types de propriétés : propriété sociale, propriété communale, propriété étatique, propriété mixte incluant le secteur privé. Bref, la propriété privée est garantie mais ce sont d'autres formes de propriété qui seront financées et développées en priorité par l'Etat, qui se fondera sur des valeurs humanistes de coopération où prédominent les intérêts communs sur les intérêts individuels. Le nouvel article 112 se terminait par « *créant les meilleures conditions pour la construction collective et coopérative d'une économie socialiste* ».

- Les pouvoirs du président : ils sont étendus de manière importante notamment en lui conférant le pouvoir de remodeler les entités territoriales et politiques du pays. Bien plus que la possibilité de réélire plusieurs fois une même personne au poste de président (art. 230) [18], c'est cet aspect qui, à juste titre, inquiète ou provoque le rejet.

- Par ailleurs, le projet refusé proposait de maintenir une série de mécanismes permettant aux citoyens d'être à l'initiative de changements constitutionnels, de referendums ou d'un processus de révocation des mandataires, mais il augmentait le seuil à atteindre. Au lieu de 15% des électeurs qui peuvent prendre aujourd'hui l'initiative d'un amendement constitutionnel, il aurait fallu en réunir 20% (art. 341) ; au lieu de 15% des électeurs qui pouvaient proposer une réforme constitutionnelle, il aurait fallu en réunir 25% (art. 342) ; au lieu de 15% d'électeurs qui peuvent convoquer une assemblée constituante, il en aurait fallu 30% (art. 348). Pour la convocation d'un référendum, le seuil passait à 20% au lieu de 10% des électeurs ; pour la convocation d'un référendum révocatoire de n'importe quel mandataire à mi-mandat, au lieu de réunir 20% des électeurs, il aurait fallu en réunir 30% (art. 72). Même modifiée de la sorte, la constitution aurait encore constitué un exemple pour le reste du monde en ce qui concerne les initiatives citoyennes, en particulier la possibilité de révoquer des mandataires. Néanmoins l'augmentation du seuil a alimenté la suspicion. Beaucoup se sont demandé si l'Etat à la tête duquel se trouve Chavez ne cherchait pas à limiter l'exercice de droits citoyens consacrés par la constitution aujourd'hui en vigueur. Il aurait beaucoup mieux valu ne pas proposer d'augmenter les seuils car cela rendrait plus difficile la mise en pratique des droits d'initiative des citoyens.

- La réforme constitutionnelle ajoutait un nouveau pouvoir : le pouvoir populaire. Le nouvel article 136 disait : « *Le Pouvoir Public est distribué territorialement de la manière suivante : Pouvoir*

Populaire, Pouvoir Municipal, Pouvoir Etatique et Pouvoir National. ». L'intention était certainement bonne, mais au moins confuse. Dans le nouvel article 184, on précisait que le pouvoir populaire jouerait un rôle très important au niveau communal. De même, l'article 16 nouvelle formule déclarait : « *A partir de la communauté et de la commune, le pouvoir populaire développera de formes de rassemblement communautaire politico-territorial, qui seront réglementés par la loi et constitueront des formes d'auto gouvernement...* ». Quid des autres niveaux ? Le pouvoir populaire ne prend-il une forme concrète qu'au niveau municipal ?

- Parmi les avancées très importantes que proposaient certains amendements à la constitution :

1) le remplacement de la semaine de 44 heures par celle de 36 heures combinée à l'interdiction d'obliger des travailleurs à accepter des heures supplémentaires (art. 90) ;

2) l'interdiction du latifundium (art. 307) et de la spéculation immobilière (art. 18) ;

3) la protection du logement familial ou individuel contre la saisie ou l'expropriation (art. 82) ;

4) la confirmation de l'autonomie universitaire (alors que la droite prétendait de manière mensongère que celle-ci serait supprimée) et de l'inviolabilité des campus universitaires à quoi s'ajoutait le vote paritaire des étudiants, des professeurs et des autres travailleurs universitaires (alors que jusqu'ici, les professeurs ont voix prépondérante tandis les autres travailleurs universitaires sont exclus du droit de vote) ;

5) la garantie du contrôle public sur toutes les ressources naturelles (art. 302 et 303) ;

6) la création d'un système de sécurité sociale pour le secteur informel et les travailleurs indépendants (art. 87) ;

7) la fin de l'autonomie de la banque centrale (art. 318) ;

8) la promotion de l'agro-écologie pour garantir la souveraineté alimentaire (art. 305) ;

9) le droit de vote à partir de 16 ans au lieu de 18 (art. 64) ;

10) l'interdiction du financement des partis par des fonds provenant de l'étranger, qu'ils soient d'origine privée ou gouvernementale (art. 67) ;

11) les origines et identités indigènes, européennes et africaines sont mieux mises en valeur. « *La République bolivarienne du Venezuela est le résultat historique de la confluence de multiples cultures, pour cette raison l'Etat reconnaît la diversité de ses expressions et met en valeur les racines indigènes, européennes et africaines qui ont naissance à notre grande nation sud américaine* » (art. 100).

En conclusion de cet examen rapide des changements constitutionnels rejetés par une courte majorité, on peut avancer l'hypothèse qu'une partie des électeurs traditionnels de Chavez ont craint de lui signer un chèque en blanc et ont préféré s'abstenir. Certains chavistes ont pensé que les pouvoirs qui seraient attribués au président étaient trop importants et risquaient peut-être d'être mal utilisés par Chavez ou par la personne qui serait élue à sa place.

Eric Toussaint

international cadtm.org

CADTM

345, Avenue de l'Observatoire

4000 LIEGE

Belgique

www.cadtm.org

P.-S.

* Eric Toussaint est docteur en Sciences politiques. Il a effectué une dizaine de voyages au Venezuela depuis 1997 et était présent à Caracas au moment du référendum du 2 décembre 2007.

Notes

[1] www.fedecamaras.org.ve

[2] Il y a deux mouvements étudiants de masse : celui mentionné plus haut et un mouvement favorable au processus en cours. Une partie des responsables de ce mouvement adopte des positions assez caricaturales et limitent la créativité et la spontanéité de la base. Dix jours avant le référendum, deux manifestations étudiantes ont eu lieu pacifiquement : celle en faveur du Non a été moins nombreuse que celle en faveur du Oui.

[3] Le mouvement étudiant opposé au référendum a gagné les élections universitaires à l'Université Centrale du Venezuela (publique) à la mi-novembre 2007. A la différence des leaders de l'opposition politique de droite, un nombre important de leaders du mouvement étudiants affirment ne pas être anti-chavistes.

[4] La prise de distance de Podemos à l'égard de Chavez s'est clairement exprimée en 2007 à propos de RCTV, de la création du PSUV -voir plus loin- et de la réforme constitutionnelle. Voir [http://es.wikipedia.org/wiki/Movimiento_Podemos_\(Venezuela\)](http://es.wikipedia.org/wiki/Movimiento_Podemos_(Venezuela))

[5] http://es.wikipedia.org/wiki/Ra%C3%BAl_Isa%C3%ADas_Baduel

[6] voir Edgard H. Hernandez "Sectores : laboral, petrolero, urbano e indígena, los grandes ausentes en las urnas para el Referendo" <http://www.aporrea.org/actualidad/a46834.html>

[7] Edgard H. Hernandez, op. cit.

[8] Les citoyens devaient émettre deux votes car les changements constitutionnels étaient répartis en deux parties : le bloc A et le bloc B. A la date du 7 décembre 2007, les résultats définitifs sont les suivants : 4.404.626 voix pour le Oui dans le bloc A soit 49,34% contre 4.521.494 voix pour le Non, c'est-à-dire 50,65% (soit moins de 120.000 voix de différence). Dans le bloc B, 4.360.014 voix pour le Oui (48,99%) contre 4.539.707 pour le Non (51,01%), soit près de 180.000 voix de différence.

[9] Plusieurs intellectuels vénézuéliens très connus qui appuient le processus bolivarien et Chavez avaient aussi appelé à voter pour le Non, c'est le cas de Margarita Lopez Maya et d'Edgardo Lander. Orlando Chirinos dirigeant syndical et militant trotskyste appelait aussi à voter pour le Non (tandis que la majorité des militants trotskystes menaient activement campagne pour le Oui notamment avec la revue « Marée de classe et socialiste » -Marea clasista y socialista- qu'ils éditent). Roland Denis, ex-vice ministre de la planification et du développement (avril 2002-avril 2003) et dirigeant du Mouvement 13 Avril, avait annoncé qu'il n'irait pas voter.

[10] La campagne pour le Oui était dirigée par le Commando Zamora avec à sa tête le vice-président de la République Jorge Rodríguez. <http://comandozamora.com>

[11] www.raulbaduel.blogspot.com

[12] L'ensemble de la proposition telle que formulée et présentée par Hugo Chavez à l'Assemblée nationale le 15 août 2007 a fait l'objet d'un livre diffusé gratuitement à 370.000 exemplaires au Venezuela.

Hugo Chavez, Ahora la batalla es por el SI, Gobierno bolivariano de Venezuela, Caracas, 2007, 255 pages.

[13] Hugo Chavez proposait de modifier 33 articles de la constitution. L'Assemblée nationale a finalement proposé d'en modifier plus du double ce qui a compliqué l'analyse que chaque électeur et électrice devait accomplir pour se faire une opinion et prendre une décision avant d'aller voter.

[14] Voir le site du PSUV : <http://www.militantepsuv.org.ve/>

[15] *El Pais*, 9 novembre 2007.

[16] Voir Mark Weisbrot et Luis Sandoval, La Economía Venezolana en tiempos de Chavez, Center for Economic and Policy Research, Washington, 2007, www.cepr.net

[17] La dette publique interne et externe est en augmentation en 2007.

[18] Ne pas oublier que l'article 72 prévoit la possibilité pour les citoyens de révoquer le président de la république et tous les autres élus à la moitié du mandat (voir point suivant).